

Art. 8. L'organisation qui reçoit des subventions pour un projet visant l'émancipation sociale de la femme doit, au plus tard trois mois après la fin du projet, faire parvenir un compte rendu du fonctionnement et un rapport financier au Ministre ou au Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions.

Art. 9. Immédiatement après la décision d'octroi des subventions du Ministre ou du Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions, soixante pour cent des subventions accordées seront versés à l'organisation. Le solde sera liquidé après introduction du rapport d'activité et du rapport financier.

Art. 10. Un rapport sur les projets sera envoyé chaque année au Conseil de l'émancipation par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'émancipation sociale dans ses attributions.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'émancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'émancipation sociale,
Mme M. SMET

Art. 8. De organisatie die subsidies ontvangt voor één project inzake de maatschappelijke emancipatie van de vrouw, moet ten laatste drie maanden na het beëindigen van het project een werkingsverslag en een financieel verslag overmaken aan de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft.

Art. 9. Onmiddellijk na de beslissing tot subsidiëring door de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft, wordt zestig procent van de toegezegde subsidies aan de indienende organisatie uitgekeerd. Het saldo wordt uitgekeerd na indiening van het activiteitsverslag en het financieel verslag.

Art. 10. Jaarlijks wordt door de Minister of Staatssecretaris die de Maatschappelijke Emancipatie in zijn bevoegdheid heeft, een verslag betreffende de gesubsidieerde projecten overgemaakt aan de Emancipatieraad.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,
Mevr. M. SMET

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 2070

21 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et présidents suppléants pour les services de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, 36, 38 et 42;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation donné le 1er avril 1987,

Arrêtons :

Article 1er. Il est créé 18 comités de concertation de base pour les services de l'Exécutif de la Communauté française :

— un comité de concertation de base pour l'hôpital psychiatrique de Mons.

Le Médecin en chef-directeur de l'hôpital psychiatrique de Mons et le Directeur administratif de l'hôpital psychiatrique de Mons sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour l'hôpital psychiatrique de Tournai.

Le Médecin en chef-directeur de l'hôpital psychiatrique de Tournai et le Directeur administratif de l'hôpital psychiatrique de Tournai sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la Direction générale de la Santé, hormis les hôpitaux psychiatriques.

Le Directeur général de la Direction générale de la Santé et l'Inspecteur général de l'Inspection générale de la Médecine curative sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour le Musée royal de Mariemont.

Le Directeur du Musée royal de Mariemont et le Chef de section du Musée royal de Mariemont sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la direction générale de l'Infrastructure et du Patrimoine, hormis le Musée royal de Mariemont.

Le Directeur général de la Direction générale de l'Infrastructure et du Patrimoine et le Directeur d'administration de l'Administration du Patrimoine culturel sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour l'ensemble des comités de protection de la jeunesse.

Le Directeur général de la Direction générale des Affaires sociales et le Directeur d'administration de la Direction d'Administration de l'Aide à la famille sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la direction générale des Affaires sociales — administration centrale.

Le Directeur général de la Direction générale des Affaires sociales et le Directeur d'administration de la Direction d'Administration de l'Aide à la famille sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour les dépôts de matériel relevant de la Direction générale de la Culture.

Le Directeur général de la Direction générale de la Culture et le Secrétaire d'administration attaché au Directeur général de la Direction générale de la Culture sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour les services extérieurs de la Direction générale de la Culture comprenant les services de l'Inspection, les centres de rencontres « La Marlagne », « Séroule » et « Rossignol » et les centres de lecture publique.

Le Directeur général de la Direction générale de la Culture et l'Inspecteur général des Services d'Inspection de la Direction générale de la Culture sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la Direction générale de la Culture. — Administration centrale.

Le Directeur général de la Direction générale de la Culture et le Directeur d'administration de la direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation.

Le Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation et le Directeur d'administration de la Direction d'administration de la Formation sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour la Direction générale du Sport et du Tourisme.

Le Directeur général de la Direction générale du Sport et du Tourisme et le Directeur d'administration de la Direction d'administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour le Commissariat au Tourisme.

Le Commissaire au Tourisme et le Conseiller à la Direction des activités touristiques sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour les Services extérieurs établis dans la Province de Brabant relevant de la direction des centres sportifs et touristiques, à savoir les centres sportifs et le bureau provincial.

L'Inspecteur général de la Direction des services extérieurs et des centres sportifs et touristiques et l'Inspecteur principal chef de service du ressort sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour les Services extérieurs établis dans la Province du Hainaut relevant de la direction des centres sportifs et touristiques, à savoir les centres sportifs et les bureaux provinciaux.

L'Inspecteur général de la Direction des services extérieurs et des centres sportifs et touristiques et l'Inspecteur principal chef de service du bureau provincial de Charleroi sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour les Services extérieurs établis dans la Province de Liège relevant de la direction des centres sportifs et touristiques, à savoir les centres sportifs et le bureau provincial.

L'Inspecteur général de la Direction des services extérieurs et des centres sportifs et touristiques et l'Inspecteur principal chef de service du ressort sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour les Services extérieurs établis dans les Provinces de Namur et du Luxembourg relevant de la Direction des centres sportifs et touristiques, à savoir les centres sportifs et les bureaux provinciaux.

L'Inspecteur général de la Direction des services extérieurs et des centres sportifs et touristiques et l'Inspecteur principal chef de service ou l'Inspecteur principal du bureau provincial d'Arion sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

— un comité de concertation de base pour le Secrétariat général.

Le Secrétaire général des services de l'Exécutif de la Communauté française et le Directeur d'administration de la Direction d'administration des Finances sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation de base;

Art. 2. Il est créé deux comités intermédiaires de concertation pour les Services de l'Exécutif de la Communauté française :

— un comité intermédiaire de concertation pour la Direction générale du Sport et du Tourisme.

Le Directeur général de la Direction générale du Sport et du Tourisme et le Commissaire au Tourisme sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation.

— un comité intermédiaire de concertation pour la Direction générale de la Culture.

Le Directeur général de la Direction générale de la Culture et le Directeur d'administration de la Direction d'administration de la jeunesse et de l'Education permanente sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant de ce comité de concertation.

Art. 3. Les fonctions de président et de président suppléant des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation sont assurées par le fonctionnement titulaire du grade ou désigné pour en exercer les fonctions.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 septembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,
Ph. MONFILS

—
VERTALING
—

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 2070

21 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve houdende oprichting van de basisoverlegcomités en van de tussenoverlegcomités en aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters voor de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87; Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijke besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op de artikelen 34, 36, 38 en 42;

Gelet op het advies van het Hoog Overlegcomité, gegeven op 1 april 1987,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden 18 basisoverlegcomités voor de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve opgericht :

— een basisoverlegcomité voor het psychiatrisch ziekenhuis van Bergen.

De hoofdgeneesheer — directeur van het psychiatrisch ziekenhuis van Bergen en de administratief directeur van het psychiatrisch ziekenhuis van Bergen worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor het psychiatrisch ziekenhuis van Doornik.

De hoofdgeneesheer — directeur van het psychiatrisch ziekenhuis van Doornik en de administratief directeur van het psychiatrisch ziekenhuis van Doornik worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de Algemene Directie van Gezondheid, behalve de psychiatrische ziekenhuizen.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van Gezondheid en de inspecteur-generaal van de Algemene Inspectie voor de curatieve geneeskunde worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor het Koninklijk Museum van Mariemont.

De directeur van het Koninklijk Museum van Mariemont en de sectiechef van het Koninklijk Museum van Mariemont worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de Algemene Directie van de Infrastructuur en van het Patrimonium, behalve het Koninklijk Museum van Mariemont.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van de Infrastructuur en van het Patrimonium en de bestuursdirecteur van de Administratie van het Cultureel Patrimonium worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor het geheel van de jeugdbeschermingscomités.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van Sociale Zaken en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie voor Hulp aan de Gezinnen worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de Algemene Directie van Sociale Zaken — Hoofdbestuur.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van Sociale Zaken en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie voor Hulp aan de Gezinnen worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de opslagplaatsen voor materiaal die van de Algemene Directie van de Cultuur afhangen.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van de Cultuur en de bestuurssecretaris toegevoegd aan de directeur-generaal van de Algemene Directie van de Cultuur worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de buitendiensten van de Algemene Directie van de Cultuur die de Inspectiediensten, de ontmoetingscentra « La Marlagne », « Séroule » en « Rossignol » en de centra voor openbare leetuurvoorziening omvatten.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van de Cultuur en de inspecteur-generaal van de Inspectiediensten van de Algemene Directie van de Cultuur worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de Algemene Directie van de Cultuur-hoofdbestuur.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van de Cultuur en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie voor de Jeugd en de Permanente Opvoeding worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie voor de Vorming worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de Algemene Directie voor Sport en Toerisme.

De directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie voor Lichtamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor het Commissariaat voor Toerisme.

De commissaris voor toerisme en de adviseur bij de Directie van de Toeristische Activiteiten worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de buitendiensten, gevestigd in de Provincie Brabant, die ressorteren onder de directie van de sport- en toeristische centra, namelijk de sportcentra en het provinciaal bureau.

De inspecteur-generaal van de directie van de buitendiensten en van de sport- en toeristische centra en de eerste aanwezigende inspecteur-hoofd van dienst van het ambtsgebied worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen; *

— een basisoverlegcomité voor de buitendiensten, gevestigd in de Provincie Henegouwen, die ressorteren onder de directie van de sport- en toeristische centra, namelijk de sportcentra en de provinciale bureaus.

De inspecteur-generaal van de directie van de buitendiensten en van de sport- en toeristische centra en de eerste aanwezigende inspecteur-hoofd van dienst van het provinciaal bureau van Charleroi worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de buitendiensten, gevestigd in de Provincie Luik, die ressorteren onder de directie van de sport- en toeristische centra, namelijk de sportcentra en het provinciaal bureau.

De inspecteur-generaal van de directie van de buitendiensten en van de sport- en toeristische centra en de eerste aanwezigende inspecteur-hoofd van dienst van het ambtsgebied worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor de buitendiensten, gevestigd in de Provincies Namen en Luxemburg, die ressorteren onder de directie van de sport- en toeristische centra, namelijk de sportcentra en de provinciale bureaus.

De inspecteur-generaal van de directie van de buitendiensten en van de sport- en toeristische centra en de eerste aanwezigende inspecteur-hoofd van dienst of de eerste aanwezigende inspecteur van het provinciaal bureau van Aarlen worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

— een basisoverlegcomité voor het Secretariaat-Generaal.

De secretaris-generaal van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie van financiën worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit basisoverlegcomité aangewezen;

Art. 2. Er worden twee tussenoverlegcomités voor de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve opgericht.

— een tussenoverlegcomité voor de Algemene Directie voor Sport en Toerisme.

De directeur-generaal voor de Algemene Directie voor Sport en Toerisme en de commissaris voor Toerisme worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit tussenoverlegcomité aangewezen.

— een tussenoverlegcomité voor de Algemene Directie van de Cultuur.

De directeur-generaal van de Algemene Directie van de Cultuur en de bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie voor de Jeugd en de Permanente Opvoeding worden respectief als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van dit tussenoverlegcomité aangewezen.

Art. 3. De ambten van voorzitter en van plaatsvervangend voorzitter van de basisoverlegcomités en van de tussenoverlegcomités worden waargenomen door de ambtenaar die de graad bekleedt of die aangewezen wordt om het ambt ervan uit te oefenen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 21 september 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,

De Minister-Voorzitter,
Ph. MONFILS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 29 octobre 1987 est désigné en qualité de greffier-chef de service au tribunal de première instance d'Anvers, pour un terme de trois ans prenant cours le 10 novembre 1987, M. Balliauw, N., greffier à ce tribunal.

Par arrêté royal du 30 octobre 1987, M. Rosart, O., avocat à Charleroi, est nommé juge suppléant au tribunal de police de Charleroi.

Notariat

Par arrêtés royaux du 29 octobre 1987 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Philippart, P., de ses fonctions de notaire à la résidence de Stavelot.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— M. Philippart, E., licencié en droit, licencié en notariat à Stavelot, est nommé notaire à la résidence de Stavelot.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 29 oktober 1987 is aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, voor een termijn van drie jaar met ingang van 10 november 1987, de heer Balliauw, N., griffier bij die rechtbank.

Bij koninklijk besluit van 30 oktober 1987 is de heer Rosart, O., advocaat te Charleroi, benoemd tot plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Charleroi.

Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 29 oktober 1987 :

— is aan de heer Philippart, P., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Stavelot.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren;

— is de heer Philippart, E., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat te Stavelot, benoemd tot notaris ter standplaats Stavelot.